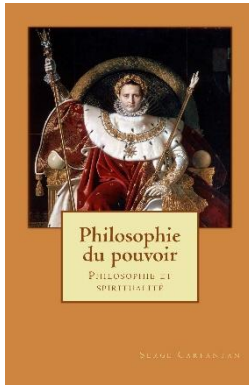


Remarques sur la politique (partie 26)



Ce dossier compile en vrac des réflexions sur la politique d'origines diverses. Surtout de Telegram et de X. S'y ajoutent quelques mises au point philosophiques. Cependant, le site *Philosophie et spiritualité* ne revendique pas les propos qui figurent ici. Ils sont donnés pour information, comme sujet de réflexion à prolonger. Il n'est pas engagé par telle ou telle affirmation présente dans ce texte. Un rappel : le site *Philosophie et Spiritualité* ne milite pour aucune organisation. Lire le Manifeste du site¹. Toutefois, ci-contre sous le titre *Philosophie du Pouvoir*, une série de leçons publiées sur le site, qui proposent les éléments de culture de base pour une réflexion sur la politique.

§1056 L'UE et le socialisme international ont compris qu'ils avaient déjà perdu la partie. Les arguments ne passent plus. Les électeurs voient les résultats. Alors ils tentent un dernier coup de poker : interdire les partis qui ne sont pas sur la ligne globaliste/socialiste qui pourrit l'Occident depuis des décennies. En Allemagne, 1 051 professionnels du droit demandent l'ouverture d'une procédure d'interdiction de l'AfD « pour protéger la démocratie ». Au même moment, l'AfD est en tête des sondages à 28 %. Ils veulent donc « protéger la démocratie » en interdisant le parti que les électeurs placent actuellement en première position. Les médias officiels vont évidemment essayer de faire passer l'AfD pour un parti nazi. Voici donc, sans filtre, les axes principaux de leur programme :

- Contrôle strict des frontières et fin de l'immigration de masse. Priorité à la remigration des personnes en situation irrégulière ou non intégrées.
- Europe des nations souveraines. Referendum sur l'euro. Rejet de la centralisation bruxelloise.
- Soutien massif à la famille traditionnelle et à la natalité allemande plutôt qu'au remplacement démographique par l'immigration. • Scepticisme climatique. Retour au nucléaire et au charbon. Fin des subventions vertes qui appauvrissent le pays.
- Relations réalistes avec la Russie. Levée des sanctions qui nuisent à l'industrie allemande.
- Démocratie directe à la Suisse. Réduction du pouvoir des partis et des carriéristes.
- Préservation de la culture, de la langue et de l'identité allemandes. L'islam n'est pas compatible avec l'ordre constitutionnel allemand.
- Sécurité intérieure renforcée. Protection prioritaire des citoyens. Ce n'est pas du nazisme. C'est un programme national-conservateur classique que l'on trouve sous des formes proches dans de nombreux pays démocratiques. À tous ceux qui s'appêtent à utiliser la justice pour interdire un parti placé en tête par les électeurs : faites très attention. Tout est enregistré. Les archives restent. L'Histoire juge. Et les peuples finissent toujours par se souvenir de ceux qui ont préféré la censure à la confrontation d'idées. La démocratie n'est pas un club réservé à ceux qui pensent correctement. C'est le droit, pour les citoyens, de choisir.

¹ http://www.philosophie-spiritualite.com/information_links/manifeste.htm

§1057 Imaginez 1942. Vous découvrez peu à peu ce qui se passe à Auschwitz. Vous en parlez autour de vous. Vos amis vous regardent bizarrement : « T'es un peu trop politisé. Faudrait pas que tu sois raciste. Tu fais le jeu de l'extrême droite. »

Être gauchiste aujourd'hui, c'est être complice. Être sur une ligne progressiste et être complice des viols de masse, l'histoire saura les juger extrêmement fortement².

§1058 Royaume-Uni : Le nombre d'adhérents du Parti travailliste³ s'effondre sous Starmer. Selon ses comptes annuels récemment publiés, le Parti travailliste comptait 264 754 adhérents en 2025, ce qui marque une forte baisse par rapport aux plus de 500 000 adhérents qu'il comptait à la fin des années 2010.

Selon [POLITICO](#), ces chiffres illustrent la contraction continue de la base militante du Parti travailliste sous la direction du Premier ministre Keir Starmer, qui a remodelé le parti depuis son accession à la tête du parti en 2020.

Le nombre d'adhérents du Parti travailliste avait atteint des niveaux records sous la direction de Jeremy Corbyn, faisant de celui-ci l'un des plus grands partis politiques d'Europe. Depuis lors, cependant, le nombre d'adhérents n'a cessé de diminuer dans un contexte de réformes internes, de conflits disciplinaires et de réalignement idéologique.

Malgré la diminution de sa base militante, le Parti travailliste est revenu au pouvoir après avoir remporté les élections législatives de 2025, ce qui suggère que ce succès électoral ne s'est pas traduit par une reprise de la croissance de ses effectifs à la base.

§1059 Plus stupide on ne le fait pas. Votre garde-robe⁴ est-elle « d'extrême droite » ? L'Autriche consacre 461 000 dollars à cette enquête ! En Autriche, des chercheurs financés par l'État étudient différents styles vestimentaires, allant des polos aux robes « tradwife », dans le but d'identifier l'« extrémisme de droite ».



Le gouvernement autrichien a dépensé 400 000 € (461 000 \$) pour étudier les « tendances vestimentaires d'extrême droite », notamment le port de polos et de robes à fleurs.

« Attention si vous portez des polos, des vêtements « old money » ou des robes à fleurs. Vous pourriez être considéré comme un extrémiste de droite : un chercheur en mode de l'Académie des Beaux-Arts de Vienne étudie la mode d'extrême droite de 1989 à nos jours », a rapporté le média autrichien [Exxpress](#).

§1060 Royaume-Uni : **LA PRECISION QUI MANQUE DANS TOUTE LA PRESSE FRANÇAISE** Toute la presse française relate de façon narquoise et dépréciative les résultats de l'élection législative partielle où Farage a été réélu avec 63,3% des voix (et 44% de participation). Au lieu de souligner que c'est quand même un score énorme dans ce scrutin qui comptait un nombre record de 34 candidats au total (ce qui a donné

² <https://x.com/brivael/status/2087800660251041860?s=20>

³ <https://www.aubedigitale.com/le-nombre-dadherents-du-parti-travailliste-seffondre-sous-starmer/>

⁴ <https://www.aubedigitale.com/votre-garde-robe-est-elle-dextreme-droite-lautriche-consacre-461-000-dollars-a-cette-enquete/>

lieu au plus long bulletin de vote de l'histoire électorale, avec une longueur de 90cm), toute la presse a préféré insister sur le fait que c'est un résultat « *sans surprise* » (formule usuelle pour banaliser un événement qui déplaît aux européistes) et « *un peu inférieur à ce que prévoyaient les sondages* »... que le candidat fantaisiste qui se présentait sous l'intitulé "Comte Tête de Poubelle" [ce qui est autorisé au] a obtenu 26,9% des voix.



Ce qui n'a pas grande signification puisque les grands partis (Travailleurs, Conservateurs, Libéraux-Démocrates et Verts) avaient *renoncé* à présenter un candidat face au très populaire Farage. Pour éviter l'humiliation.

Mais le point le plus intéressant est ailleurs. Il tient dans le fait que toute la presse française est également unanime à «oublier» de donner le résultat obtenu par Stevens, le candidat du parti REJOIN EU. C'est-à-dire du parti qui veut faire de nouveau rentrer le Royaume-Uni dans l'Union européenne. Puisque la presse française ne cesse d'expliquer à nos compatriotes que les Britanniques seraient ravagés de remords d'avoir voté en faveur du Brexit, c'était le moment ou jamais pour ces adeptes du «BREGRET» de se mobiliser pour faire un score significatif face à Farage ! Eh bien, non. Patatra ! Stevens a obtenu très exactement 1,4%. Autrement dit, parmi les opposants à Farage, il y en a eu 19 fois plus qui ont préféré voter pour un clown, le "Comte Tête de Poubelle" (26,9%) que pour le candidat qui leur proposait d'être élu à la Chambre des communes pour y militer pour un retour du Royaume-Uni dans l'UE ! Redisons-le : **les opposants a Farage ont préféré voter 19 fois plus pour un clown que pour un europeiste !** C'est cela, la "petite précision" qui manque, comme par hasard, dans tous les médias asservis.

§1061 La Boétie avait compris quelque chose d'essentiel : on finit par désirer le monde auquel on a été habitué. Il raconte l'histoire de deux chiens frères, élevés différemment. L'un grandit à la cuisine, l'autre court les champs. Devant une soupe et un lièvre, le premier choisit son plat, le second poursuit sa proie. Même nature, habitudes différentes. Pour La Boétie, les hommes fonctionnent ainsi. La première génération subit éventuellement la contrainte. La suivante naît avec elle, grandit avec



elle et finit par la considérer comme l'ordre naturel des choses. "La première raison de la servitude volontaire, c'est la coutume." C'est probablement l'un des problèmes politiques majeurs de notre époque. Celui qui a toujours connu un État qui prélève, réglemente, subventionne, autorise, interdit, surveille et protège finit par concevoir chacune de ces interventions comme normale. Une nouvelle vérification d'identité, une restriction supplémentaire, une nouvelle norme deviennent simplement le décor. Le plus inquiétant arrive ensuite : la liberté elle-même devient inconfortable. Elle oblige à choisir, assumer, prévoir, risquer, parfois échouer. La tutelle, elle, rassure. Voilà

pourquoi une société peut perdre sa liberté sans éprouver immédiatement le sentiment de l'avoir perdue. La Boétie l'écrit presque littéralement : ceux qui naissent sous le joug finissent par prendre "pour leur naturel l'état de leur naissance". On défend difficilement une liberté dont on a oublié l'expérience.

s'il



là⁶ :

Premier président de la Cour des comptes, ex Commissaire européen - le cœur donc de notre système - écrit sans honte aucune : « Convoquer le référendum sur les sujets populaires risque d'ouvrir la boîte de Pandore des populistes. » Tout est avoué : si le peuple parle, il sera « populiste ». Sale. Indigne. L'objectif de ces méprisants est clair : tout faire pour que la démocratie directe n'ait jamais lieu et que le pouvoir reste confisqué. Verrouillé. Et donc que le 2 mai 2027 l'élection présidentielle serve uniquement à redonner un chèque en blanc de 5 ans à quelqu'un qui virera le peuple le soir même. Comment on est-on arrivé à un tel naufrage éthique ? À fabriquer des pseudos démocrates qui détestent à ce point la démocratie non contrôlable. Sans amour ; ni respect. Une nouvelle fracture s'affirme dans notre pays entre les démocrates sincères et les illibéraux assumés, autoritaires, ardents défenseurs des bureaucraties régnantes - furieusement étatistes, utilisant sans vergogne « l'état de droit » pour congédier la nation. Et vivant des structures déconnectées lucratives. Jadis on appelait ça des fachos. Des gens de haine policée, propres sur eux mais autoritaires, avec morgue. Il va nous falloir beaucoup de courage pour faire de la France, une démocratie non entravée.

§1064 La profession des politiciens est de mentir (...) ce ne sont pas des hommes éthiques ; ce sont des hommes qui ont contracté l'habitude de mentir, l'habitude de corrompre, l'habitude de sourire tout le temps, l'habitude de plaire à tout le monde, l'habitude de la popularité..." Jorge Luis Borges.

§1065 Si le FMI débarque en France... Ce ne sera plus une petite désindexation des pensions. Ce sera 15 à 20 % de baisse nette. Et entre 500 000 et 1 million de postes de fonctionnaires purement et simplement rayés. Exactement la potion administrée à la Grèce et au Portugal. Agnès Verdier-Molinié le dit clairement : plus on attend, plus on se ment avec la « retraite à 62 ans » et les chimères budgétaires... plus le choc sera violent. Et ce sont toujours les plus fragiles qui trinquent en premier. Le courage politique a déserté. Les comptes publics sont en ruine. Et les élites continuent de jouer à cache-cache avec la réalité. On préfère encore mentir plutôt que d'assumer.

§1065 Voilà désormais l'image que nous renvoyons à l'étranger.

Le Temps, en Suisse : « affaire majeure », « piratage hors norme ».

La Frankfurter Allgemeine Zeitung, en Allemagne : « le cas est si grave » que le Premier ministre a dû reprendre personnellement le dossier.

⁵ <https://x.com/Semjil/status/2088167302051053806?s=20>

⁶ <https://x.com/AlexandreJardin/status/2088997127158387094?s=20>

Aux États-Unis, The Record rappelle que la DGFIP n'est que le dernier épisode d'une série ayant déjà touché plusieurs administrations françaises. BleepingComputer parle d'une véritable succession de cyberattaques et de fuites.

Brussels Signal pose même la question qui fait mal : cette série d'incidents interroge désormais la capacité de l'État français à protéger les données sensibles de ses propres citoyens.

Et Reuters diffuse dans le monde entier le chiffre désormais confirmé : 678 000 usagers concernés par le vol de données fiscales.

Courrier international résume le regard extérieur par une formule terrible : « Ce qui se passe en France est hors norme. » Voilà où nous en sommes. ANTS, FICOBA, France Travail, administrations, données fiscales... À force d'incidents, ce n'est plus seulement notre cybersécurité qui est en cause. C'est la crédibilité numérique de l'État français qui se dégrade sous les yeux de nos voisins, de nos concurrents et,



évidemment, des services de renseignement étrangers. Et pendant ce temps, on continue à nous rassurer avec les mêmes formules : « les systèmes sont sécurisés », « les plateformes sont sécurisées », « des mesures ont été prises ». Sécurisé ne signifie pas inviolable. L'histoire récente vient précisément de nous le rappeler. Le plus inquiétant est peut-être que nos adversaires économiques, eux, n'ont pas besoin de se moquer de nous. Ils ont seulement besoin de regarder, de collecter et d'attendre la prochaine fuite. Et il y a une autre conséquence dont on parle beaucoup moins : notre crédibilité économique. La France possède des entreprises, des ingénieurs et des spécialistes de cybersécurité de très haut niveau. Mais sur les marchés internationaux, l'image d'un pays compte. Comment vendre demain des prestations de sécurisation, de souveraineté

numérique ou de protection des données à des entreprises étrangères si l'actualité donne régulièrement l'image d'un État incapable de protéger durablement ses propres systèmes les plus sensibles ? Un concurrent américain, allemand, israélien ou asiatique n'aura même pas besoin d'attaquer frontalement l'offre française. Il lui suffira de demander au client : « Vous voulez vraiment confier votre sécurité numérique à un pays dont l'administration fiscale, ses fichiers bancaires ou plusieurs de ses grands services publics ont eux-mêmes subi des compromissions majeures ? » Ce raisonnement serait évidemment injuste pour les excellents professionnels français de la cybersécurité, qui ne sont pas responsables des défaillances de l'État. Mais commercialement, la réputation se construit collectivement et se détruit parfois beaucoup plus vite qu'elle ne se reconstruit. À force d'incidents, ce n'est donc plus seulement la confidentialité des Français qui est en jeu. C'est aussi une partie de la crédibilité de la France lorsqu'elle prétend vendre au reste du monde de la sécurité, de la confiance numérique et de la souveraineté. Nos concurrents n'ont même plus besoin de nous caricaturer. Il leur suffit désormais de montrer les gros titres⁷.

⁷ <https://x.com/supernewbiepro/status/2090007754391896550?s=20>

§1066 Ce mec a encore le loser mindset dans sa version la plus pure.

« Peu importe pour qui vous votez en 2027, la France va continuer de couler. Macron a verrouillé les institutions. Banque de France, Conseil d'État, Cour des Comptes... rien ne changera. »

C'est exactement le discours que l'appareil permanent adore. Celui qui te dit que les élections sont un spectacle, que le pouvoir réel est déjà capturé, et que tu peux te rendormir. C'est une capitulation déguisée en lucidité.

Oui, les faits sont là. En 2025-2026 Macron a multiplié les nominations de fin de règne : – Emmanuel Moulin (ex-secrétaire général de la Présidence) à la Banque de France depuis juin 2026, mandat de six ans renouvelable une fois. – Marc Guillaume (ex-secrétaire général du Gouvernement) vice-président du Conseil d'État depuis mai 2026. – Amélie de Montchalin (40 ans) première présidente de la Cour des comptes depuis février 2026, magistrat inamovible jusqu'à la limite d'âge. – Richard Ferrand président du Conseil constitutionnel depuis 2025, mandat jusqu'en 2034. C'est un verrouillage classique.

Certains de ces postes sont longs et protégés. Personne de sérieux ne le nie. Mais la Constitution de 1958 n'est pas un décor de théâtre. Elle a été écrite précisément pour qu'un Président disposant d'une majorité à l'Assemblée nationale puisse diriger l'État. Voici concrètement comment on reprend le pouvoir intégralement et comment on clean l'état profond *socialiste* (ou *technocratique*, comme on voudra l'appeler). Première condition absolue : la majorité. Le Président nomme le Premier ministre (article 8). Avec une majorité à l'Assemblée, le gouvernement dispose de l'administration. Si besoin, dissolution immédiate de l'Assemblée (article 12) pour l'obtenir. Sans majorité, on est en cohabitation et les leviers se réduisent fortement. Avec elle, on contrôle l'exécutif. Ensuite, le pouvoir de nomination (article 13). Le Président nomme aux emplois civils et militaires de l'État. En Conseil des ministres : conseillers d'État, conseillers maîtres à la Cour des comptes, préfets, directeurs des administrations centrales, ambassadeurs, officiers généraux, recteurs... Et surtout les « emplois à la décision du Gouvernement » (Code général de la fonction publique). Nomination et cessation de fonctions à discrétion. Secrétaire général du Gouvernement, directeurs d'administration centrale, préfets, etc. Des centaines de postes. Jour 1 d'un nouveau pouvoir : on les remplace massivement. C'est là que se joue le contrôle opérationnel réel de la machine.

Pas dans les trois ou quatre têtes médiatisées, dans les 500 qui font tourner l'État au quotidien. Puis l'arme de vitesse : les ordonnances (article 38). Avec la majorité, le gouvernement demande au Parlement une loi d'habilitation pour prendre, pendant un délai limité, des mesures qui relèvent normalement de la loi. Réforme du statut de la haute fonction publique, nouvelles règles de recrutement et de mobilité, restructuration des administrations centrales, suppression ou fusion d'agences, modification de l'organisation de certains corps. Les ordonnances sont prises en Conseil des ministres après avis du Conseil d'État (avis non contraignant dans la plupart des cas). Elles entrent en vigueur immédiatement. C'est l'outil le plus puissant pour aller vite et en profondeur. Le référendum (article 11). Sur proposition du gouvernement, le Président peut soumettre au peuple tout projet de loi portant sur l'organisation des pouvoirs publics, les réformes relatives à la politique économique, sociale ou environnementale, ou les services publics. C'est la légitimité populaire massive pour un grand ménage institutionnel. De Gaulle l'a utilisé. L'outil existe toujours. Enfin les lois organiques et les réformes structurelles. On peut modifier les

règles de composition et d'organisation des institutions de contrôle (dans les limites de l'indépendance constitutionnelle des magistrats). Limiter à l'avenir la durée de certains mandats, changer les modes de recrutement de la haute fonction publique, imposer plus de mobilité, plus d'évaluation, moins de cooptation. Isoler les inamovibles restants en reformant autour d'eux, en contrôlant le budget et les priorités politiques, et en nommant les nouvelles générations au fil de l'eau. Les vraies contraintes existent et il faut les regarder en face : indépendance de la Banque de France dans le cadre de l'Eurosystème, indépendance des magistrats du siège, mandats longs déjà attribués, Sénat, contentieux possibles.

On ne « vire » pas un gouverneur de la Banque de France ou un premier président de la Cour des comptes comme un directeur d'administration centrale. Mais ces contraintes n'empêchent pas de reprendre le contrôle de l'administration, de changer les priorités politiques et d'engager le nettoyage structurel. L'état profond n'est pas seulement trois ou quatre noms. C'est une culture *administrative*, des réseaux, des habitudes de freinage, une haute fonction publique souvent imprégnée d'une vision du monde qui résiste à l'alternance. Tant que cet appareil n'est pas profondément nettoyé et réformé, effectivement, aucun Président ne pourra pleinement gouverner. C'est exact. Mais dire « c'est impossible, tout est verrouillé » est une capitulation. C'est exactement ce que l'appareil permanent attend. Avec une majorité, les outils constitutionnels existent : nominations massives, ordonnances, référendum, lois. De Gaulle les a utilisés. D'autres aussi. Il suffit de la volonté politique de s'en servir jusqu'au bout. Voici comment on reprend le pouvoir intégralement. Le reste n'est que des excuses⁸.

§1067 12 choses que les gauchistes ne comprennent pas :

1. Tu n'as pas droit à une maison. Tu as droit de construire ou d'acheter librement une maison.
2. Tu n'as pas droit à un emploi. Tu as droit de chercher un emploi, d'offrir ton travail et de contracter librement.
3. Tu n'as pas droit à un salaire déterminé. Tu as droit de négocier librement le prix de ton travail.
4. Tu n'as pas droit à la richesse. Tu as droit de créer, d'échanger, d'épargner et d'investir librement pour l'atteindre.
5. Tu n'as pas droit à une entreprise. Tu as droit d'entreprendre et de créer une entreprise en totale liberté.
6. Tu n'as pas droit à ce que quelqu'un finance de force ton entreprise. Tu as droit de chercher librement du capital et de convaincre d'autres d'investir volontairement.
7. Tu n'as pas droit à de la nourriture gratuite. Tu as droit de la produire, de l'acheter, de l'échanger ou de la recevoir volontairement et en liberté.
8. Tu n'as pas droit à avoir la même chose que les autres. Tu as droit à ce qu'on ne t'empêche pas de disposer de ce que tu produis ou acquiers légitimement.
9. Tu n'as pas droit à ce que l'État te garantisse un niveau de vie déterminé. Tu as droit de vivre sous des lois qui protègent ta vie, ta liberté et ta propriété, rien de plus.

⁸ <https://x.com/brivael/status/2090889773669884190?s=20>

10. Tu n'as pas droit à ce que quelqu'un te donne de l'argent. Tu as droit de le gagner par des échanges volontaires.

11. Tu n'as pas droit à ce que le marché t'achète ce que tu produis. Tu as droit d'offrir tes produits librement et de concurrencer pour les acheteurs.

12. Tu n'as pas droit à ce que personne ne t'offense ni ne te critique. Tu as droit d'exprimer tes idées et l'obligation de permettre aux autres d'exprimer les leurs.

§1068 Espagne : Tremblement de terre en Espagne une fuite brutale coule Pedro Sánchez et le laisse sans possibilité de s'en aller à Andorre. Des fuites ont été révélées par l'État-Major de la Garde Civile indiquant que oui, le gouvernement avait été informé par plusieurs canaux par le CNI, comme l'avait dit Margarita Robles, qu'une invasion de Ceuta allait se produire. C'est un coup brutal pour Pedro Sánchez et Marlaska car aujourd'hui même, l'article 102 de la Constitution a été activé pour lui demander des responsabilités pénales pour des délits de Trahison. Pelle et pioche. Ça avance ! Et Pedro Sánchez a évidemment dû, face à la gravité de l'affaire, suspendre son voyage à Andorre avec Begoña Gómez⁹.



§1069 Un record qui ne devrait guère faire plaisir à Emmanuel Macron. La cote de confiance du président de la République chute à 11 %, selon le baromètre du Figaro Magazine. Le chef de l'État perd 5 points en l'espace d'un mois, mais égale surtout le pire score enregistré par un président sous la Ve République, en l'occurrence François Hollande en septembre 2016¹⁰.

: "les gens sont exaspérés, regardez les sondages, dès qu'on met le mot Macron, il y a 90,95 % qui sont contre. On a un président, ce n'est plus de la détestation, c'est de la haine sur Macron, je ne sais, s'il en est conscient et si ses conseillers lui disent la haut, je n'ai jamais connu un président autant détesté¹¹". Série Macron : 11 sur 25.

§1069 (ironie) L'Islande a décidé¹² de ne pas rouvrir les négociations pour adhérer à l'Union européenne. Malheureusement, les Islandais vont se priver de tous les bienfaits de l'intégration européenne :

- brader les grandes entreprises publiques ;
- privatiser ce qui fonctionne encore ;
- libéraliser ce qui n'a pas encore été privatisé ;
- précariser le travail pour devenir plus compétitifs ;
- comprimer les salaires pour regagner en compétitivité ;
- réduire les dépenses publiques pour respecter des paramètres décidés ailleurs
- faire une belle réforme des retraites à chaque fois que les marchés s'énervent ;
- expliquer aux citoyens qu'ils doivent faire des sacrifices pour reconquérir la confiance des investisseurs ;

⁹ https://x.com/UACD_Youtube/status/2093024741175300241?s=20

¹⁰ https://x.com/Lavocat_Libre15/status/2093570715517657349?s=20

¹¹ <https://x.com/FredGaulois/status/2093374658967912947?s=20>

¹² <https://x.com/GabrieleGuzzi/status/2094146681658868218?s=20>

- renoncer à la politique monétaire nationale ;
- renoncer au taux de change ;
- découvrir que la dévaluation est terrible et que la dévaluation salariale, elle, est ultramoderne ;
- inscrire l'équilibre budgétaire dans la Constitution ;
- recevoir une petite lettre avec les devoirs à la maison quand l'écart de taux d'intérêt grimpe ;
- avoir un gouvernement technique quand la démocratie devient trop compliquée ;
- appeler « réformes structurelles » des choses que personne ne voterait si elles avaient un nom compréhensible ;
- passer trente ans à faire des réformes pour croître et se demander ensuite pourquoi on ne croît pas ;



– enfin, après avoir cédé la monnaie, le change et des bouts de la politique économique, se faire expliquer que le problème, c'est qu'on n'a pas fait assez d'Europe. Une occasion historique manquée. Courage, Islande. Peut-être qu'au prochain référendum, vous réussirez aussi à devenir modernes.

§1070 France : Très grosse charge de [@YOANNUSAI](#) sur [@JLMelenchon](#) et LFI, tout est dit : "Voilà un homme qui se livre à des paroles antisémites, qui veut livrer notre pays aux islamistes, qui veut ouvrir nos frontières, qui est contre la police, maintenant, veut mettre les préfets en prison s'il arrive au pouvoir, demain, il voudra peut-être mettre les hommes politiques en prison, les journalistes en prison, ce n'est pas impossible. Moi, je le dis d'une manière très calme et reposée, je considère que LFI représente le plus grand danger politique qu'a connu notre pays depuis la 2d guerre mondiale, il faut que chacun en prenne bien conscience¹³."



§1071 Dans le monde universitaire, la diversité signifie des gauchistes noirs, des gauchistes blancs, des gauchistes femmes et des gauchistes hispaniques. La diversité démographique dissimule la conformité idéologique disait Thomas Sowell.

C'est désormais vrai aussi d'un nombre grandissant de rédactions de l'audiovisuel français, public et privé confondu...

§1072 Tout est dit en - 1 min, bientôt en France? [@LeSommierRgis](#) : sur trop plein migratoire en Angleterre : "il y a encore une fois une déconnection totale entre les élites et le peuple. Le peuple c'est lui qui subit, c'est lui qui récupère les migrants qu'on met dans des hotels en attendant leur traitement, c'est lui qui vit avec eux au quotidien, ce peuple a l'impression d'être déclassé. Il y a des statistiques ethniques au Royaume-Uni, en France, on ne peut pas en parler. Il y a 15 ans, à Londres, 90 % de la

¹³ <https://x.com/FredGaulois/status/2094459999812513801?s=20>

population était des britanniques de souche, aujourd'hui, il n'y en a plus que 30 %. Cette réalité montre qu'une partie du peuple britannique se sent remplacée, se sent ostracisée, ne se sent plus chez lui, et ces excès et ces débordements sont la traduction de gens qui ont l'impression de ne plus pouvoir faire face¹⁴."

§1073 En l'année 2000, il n'y avait que 500 000 musulmans en Europe. En 2026, il y en a plus de 50 millions. Toute la population d'un pays comme l'Espagne déplacée dans un continent étranger à sa culture et à sa religion. Sur 50 millions de musulmans en Europe, 40 millions reçoivent quelque programme d'aides de l'État-providence ou des prestations. Non seulement ils nous envahissent, ils drainent nos ressources publiques comme des sangsues. Ceux-là étaient censés venir « payer les retraites ». Le « multiculturalisme » est la plus grande escroquerie du siècle¹⁵.

§1074 Allemagne : Friedrich Merz sur le possible élection d'un ministre-président de l'AfD : « Je pars du principe que nous pouvons empêcher que ce cas se produise. »

C'est incroyable ! Le Chancelier d'Allemagne dit tout net qu'il refusera le verdict des urnes s'il lui est défavorable. ! Vers où se dirige l'Allemagne ?

Notons qu'en France, c'est la position par défaut de LFI qui a déjà annoncé qu'ils mettront le pays à feu et à sang si le RN remporte l'élection présidentielle. Ils refusent le verdict des urnes.



§1075 Allemagne¹⁶ : la police se prépare déjà en Saxe-Anhalt à une escalade totale ! L'Antifa a mobilisé des dizaines de milliers d'extrémistes de gauche et veut empêcher, le soir des élections, un gouvernement AfD, quitte à recourir à la violence brute si nécessaire. La police sera sur place avec des blindés de rue, des unités en nombre, des canons

à eau et des unités d'interpellation. Une guerre civile menace-t-elle vraiment ?

Victoire historique de l'AfD en Saxe-Anhalt. Selon les premières projections, le parti d'Alice Weidel arrive très largement en tête avec environ 44,5 % des voix, contre seulement 18,5 % pour la CDU du chancelier Friedrich Merz. En 2021, l'AfD n'avait obtenu que 20,8 % : son score a donc plus que doublé en cinq ans. L'AfD devient de très loin la première force politique du Land. Une défaite particulièrement lourde pour la CDU, qui avait obtenu 37,1 % en 2021¹⁷.

Saxe-Anhalt, estimations: l'AfD est à deux sièges de la majorité absolue, Merz entame sa descente aux enfers.

Le souverainisme progresse partout¹⁸. L'Allemagne se réveille en plaçant l'AFD en tête, un parti anti UE, anti OTAN, OMS, ... Un vrai parti souverainiste. Rappelons qu'en France aussi le Frexit avance (même si les médias ne veulent pas en parler).

¹⁴ <https://x.com/FredGaulois/status/2094788674596544936?s=20>

¹⁵ <https://x.com/javiernegre10/status/2094833092137488572?s=20>

¹⁶ <https://x.com/unger2701/status/2096591134881382898?s=20>

¹⁷ https://x.com/jon_delorraine/status/2096631531712208916?s=20

¹⁸ <https://x.com/davidYaute74/status/2096638746699379168?s=20>

"Beaucoup dans ces millions de nouveaux électeurs de droite¹⁹ n'ont même pas l'impression d'avoir basculé à droite. Quand on les interroge, on entend souvent les plus âgés dire des phrases comme : « Je pense encore exactement comme il y a 20 ans. » Ce sont surtout la CDU (ou la SPD) qui ont changé. Eux, eux-mêmes, beaucoup moins. En réalité, la plupart de ces nouveaux électeurs de l'AfD ne remettent pas fondamentalement en cause les conquêtes culturelles du « Vibe Shift » des années 1960. Ils ne veulent pas revenir à la tabouïsation de l'homosexualité ni à la morale sexuelle répressive des années 1950. Mais ils n'aiment pas non plus que des drag queens soulèvent leur jupe devant des enfants. La plupart des nouveaux électeurs de l'AfD ne veulent pas non plus que les femmes soient renvoyées aux fourneaux. Mais ça ne leur semble pas non plus logique que les femmes ne soient qu'une idée, et pas un fait biologique, ou qu'on puisse changer de genre une fois par an. La plupart n'ont même rien contre l'immigration en principe. Mais ils veulent que les migrants criminels soient expulsés, et tous, pas juste quelques-uns. Ils ne veulent pas revenir à la pédagogie du bâton. Mais ils ne veulent pas non plus des écoles où on distribue des bonnes notes comme des bonbons ».

Première Déclaration d'Alice Weidel Cheffe de l'AfD Alice Weidel : DE « La politique extrémiste, c'est quand on maintient nos frontières ouvertes et qu'on nous transforme en étrangers sur notre propre terre. Extrémiste, c'est quand on détruit délibérément notre infrastructure énergétique et qu'on fait exploser des centrales nucléaires. Extrémiste, c'est quand on paie des prestations sociales à des personnes qui sont membres de clans, ont 32 enfants et sont des fraudeurs de la sécurité sociale. Nous allons mettre fin à cette politique extrémiste, car notre objectif est de mener une politique raisonnable, conservatrice-libertarienne pour la Saxe-Anhalt et pour l'Allemagne. » Bien expliqué !! Le peuple allemand le comprend maintenant. Il ne reste plus qu'à ce qu'ils le comprennent à Bruxelles, mais il semble que cela ne saurait tarder ...

Natacha Polony : « L'AfD assume son positionnement néo-nazi. »

Il y a deux mois, quelqu'un m'a sorti la même phrase. J'ai ouvert le programme. Grundsatzprogramm + Wahlprogramm « Zeit für Deutschland ». Pas un tract. Le texte officiel. Voilà ce qu'il contient :

Référendums d'initiative populaire à la suisse et limitation des mandats des professionnels de la politique.

Europe des nations souveraines, ou sortie si c'est impossible.

Fin de l'euro comme monnaie unique.

Contrôle total des frontières. Asile traité hors d'Allemagne.

Prestations en nature.

Remigration de ceux qui n'ont pas le droit de séjourner et des criminels.

Baisse massive des impôts, suppression du Soli, family splitting, fiscalité lisible. Fin de l'Energiewende : nucléaire, charbon, réparation de Nord Stream, plus de taxe CO₂, plus d'interdiction des moteurs thermiques.

Famille traditionnelle encouragée par une politique nataliste. Deutsche Leitkultur, langue allemande protégée.

¹⁹ <https://x.com/SylK1966/status/2096548477484315053?s=20>

L'islam n'appartient pas à l'Allemagne s'il refuse l'ordre juridique.

Police renforcée. Tolérance zéro sur la criminalité étrangère et les clans.

Liberté d'expression maximale et réforme des médias publics.

J'aimerais bien qu'on m'explique concrètement en quoi cette liste est d'extrême droite et néonazie. Pas l'ambiance. Pas un cadre. Pas un rapport. Le programme. J'attends la réponse. Le mot nazi a un poids. Le coller à des frontières, du nucléaire et des référendums, c'est le vider. 44 % des électeurs de Saxe-Anhalt ne se sont pas réveillés nazis ce matin. Ils ont juste arrêté de croire que les majorités contre-nature étaient encore une politique. Là-dessus, Polony a raison. On ne combat pas une idée en s'enfermant entre soi pour garder le pouvoir. On lui sert la soupe. Les mauvaises idées, ce n'est pas seulement celles qu'on colle à l'opposition. C'est aussi croire qu'on défend la démocratie en excommuniant un peuple qui vote.

Brice couturier : Si le problème migratoire n'est pas résolu en Europe dans les trois ans qui viennent, l'extrême droite sera partout au pouvoir.

Brivael Le Paugam : Le moindre parti qui met la résolution de ce problème dans son programme sera classé à l'extrême droite. Le moindre parti qui n'est pas sur une ligne globalistes/pro Europe et pro liberté économique sera classé à l'extrême droite.

Le fascisme a 4 composantes historiques:

1. Une croyance dans l'inégalité des peuples.
2. L'eugénisme.
3. Le désir de guerre totale - avec la Russie en cible prioritaire.
4. La défense de la face la plus destructrice du capitalisme en crise.

A ma connaissance, l'AfD est porteuse d'un ethnocentrisme culturel, certes détestable. Mais les autres partis allemands sont beaucoup plus extrêmes dans leur défense du génocide des Palestiniens. Et je n'ai vu aucun point eugénisme dans son programme. Pour le reste, l'AfD refuse la guerre contre la Russie. Et elle prône une Allemagne neutre, pacifique, loin du bellicisme de l'UE. L'AfD souhaite d'ailleurs la sortie de l'UE et de l'euro. Comme serviteur du capitalisme financier exacerbé, on fait mieux. Je vois le fascisme allemand contemporain où il s'est réfugié, dans les partis dits de gouvernement, à commencer par la CDU de Friedrich Merz et Ursula von der Leyen.

Le grand réveil des éditorialistes et des politiques français un régal.

L'AfD frôle les 44 % en Saxe-Anhalt, la CDU s'effondre à 17 %, et soudain toute la rédaction entend le bruit des bottes. Pas le bruit des urnes. Les bottes, toujours les bottes. C'est pratique : ça dispense de lire le bulletin de vote. 44 % d'électeurs = 44 % de néonazis. Logique implacable, on ne discute plus les motifs, on diagnostique. L'électeur de Magdebourg n'a pas voté contre l'immigration incontrôlée, l'énergie chère, l'industrie qui part, l'insécurité ou quinze ans de sermons. Non. Il a ressorti le brassard.

Merci pour l'analyse, c'est d'une finesse de scalpel. Le cordon sanitaire a tenu des années. Résultat : le parti qu'on devait isoler est devenu le premier du Land, et souvent le premier dans les sondages nationaux. Bravo la stratégie. *Quand on traite un quart du pays comme une pathologie, il finit par voter comme un patient qui en a assez du médecin.* On nous explique que ce n'est « pas le peuple », c'est « l'Est », « les perdants de la mondialisation », « les victimes de désinformation ». Jamais, au grand jamais, le

produit de décisions concrètes : frontières poreuses, quotas, discours moralisateur, transition énergétique payée par les factures, industrie sacrifiée, et mépris pour quiconque osait le dire trop tôt.

Les mêmes qui ont passé quinze ans à expliquer que « l'immigration est une chance » découvrent, stupéfaits, que beaucoup d'Allemands n'ont pas vécu la chance. Ils ont vécu les statistiques de criminalité, les classes saturées, les quartiers transformés et le vous n'avez pas le droit de le remarquer. Mais surprise, ils l'ont remarqué quand même. Le mot « populiste » est devenu le cache-misère universel. Dès qu'un parti parle frontières, souveraineté énergétique, priorité nationale ou fin du déni, c'est populiste. Donc illégitime, donc nazi-adjacent.

Magique : on n'a plus besoin d'argumenter, on étiquette. Et on s'étonne ensuite que l'étiquette ne colle plus. Ce n'est pas « le retour des années 30 ». C'est le retour de la réalité après des décennies de politique conduite contre le consentement d'une partie croissante des électeurs. Les alertes n'ont pas manqué. Elles ont été traitées comme de la haine. Aujourd'hui le bulletin arrive. Et on crie au fascisme pour ne pas crier à l'échec. La remise en question ? Impensable. Le logiciel est verrouillé : si le peuple vote mal, c'est que le peuple est malade. Jamais que le diagnostic des élites était faux. Jamais que le « vivre-ensemble » imposé sans débat a un coût. Jamais que l'on a semé le ressentiment en traitant les réticents d'arriérés. On récolte ce qu'on a semé. Des années à expliquer que les préoccupations sécuritaires étaient « racistes », que la préférence nationale était « d'extrême droite », que l'identité était une construction périmée.

Puis on s'étonne que le seul parti qui parle encore de ces sujets capte le vote. C'est presque de l'ingénierie électorale involontaire. Le plus comique : ces éditos qui tremblent pour « la démocratie » le lendemain d'une participation record. La démocratie, c'est quand les bons gagnent. Quand les autres gagnent, c'est un moment grave pour l'Europe. Le suffrage universel est admirable tant qu'il confirme la rédaction. Personne n'oblige à aimer l'AfD. On peut la critiquer sur le fond, ses dérives, son ambiguïté, son rapport à la Russie. Mais transformer 44 % d'un Land en défilé de 1933, c'est de la paresse intellectuelle déguisée en vertu. Ça rassure le chroniqueur mais ça n'explique rien. Le bruit qu'on entend n'est pas celui des bottes. C'est celui d'un électorat qui a cessé de croire ceux qui, depuis trop longtemps, lui expliquent qu'il n'a pas le droit d'avoir peur, d'avoir mal, ou d'avoir une préférence. Vous avez semé le mépris. Vous récoltez le bulletin. Continuez à crier au nazisme : ça marchera de moins en moins.



Voici une photo d'Alice Weidel, la coprésidente de l'AfD. Dans les semaines à venir, cette femme sera sans doute présentée dans nos médias grand public comme la nouvelle Hitler. Ne les croyez pas ! Selon l'armée de fonctionnaires européens paresseux et les médias grand public, qui sont actuellement complètement hystériques, *une femme politique lesbienne mariée à une femme indienne est apparemment une nazie d'extrême droite*. Il s'agit pourtant d'une femme particulièrement intelligente et très instruite : ancienne cadre supérieure chez Goldman Sachs, docteure et quelqu'un qui a réussi à apprendre le chinois couramment en un temps relativement court. Je suis ravi qu'il y ait enfin en Allemagne une femme intelligente prête à avoir le courage de pousser

l'Europe dans une autre direction. Nous avons vu pendant des décennies assez d'incompétence, de dogmes idéologiques et de lâcheté politique. L'Europe n'a pas besoin de encore plus de la même chose. Il est temps pour du leadership. Temps pour du bon sens. Temps pour le changement !

§1076 L'UE est en panique, les résultats de sa politique sont rejetés partout : - Islande : référendum, non à l'UE. - Ceuta : invasion migratoire...et pourtant solidarité avec Sanchez. Colère populaire. - Ukraine : corruption massive, dérive mafieuse des oligarques, et l'UE ne coupe pas le robinet, envoi de milliards de nos impôts. - Allemagne : plébiscite pour l'AFD. - France 54 % pour le Frexit. La fin de l'UE²⁰ ?

Le réveil des nations²¹ sonne le glas du centrisme Le "bloc central" résume le naufrage du vieux monde. Ceux qui se réclament encore de cette alternative pour concourir à la présidentielle doivent répondre de ses désastres économiques et civilisationnels.

Le réveil des nations et des peuples oubliés s'observe partout en Europe. Ce dimanche, en Allemagne, l'AfD anti-immigration a gagné (45,5%) en Saxe-Anhalt. En Espagne, les foules défilent en scandant : "Expulsez les envahisseurs !". Le clivage est à nouveau entre la droite et la gauche, avec un surcroît de radicalité.

Qu'est-ce qui se passe, messieurs, en Europe ?

Le président du Portugal, António José Seguro, a signé une loi interdisant le port du burqa et du niqab dans les lieux publics. La gauche portugaise tonne que c'est... de l'« islamophobie ».

La Grèce frappe les organisations de gauche et aggrave les peines pour l'aide aux immigrés dans le franchissement illégal de la frontière ou leur dissimulation dans le pays. Cela doit entraîner au moins 10 ans de prison et une amende minimale de 50 000 euros.



L'Autriche travaille à l'inscription dans sa Constitution d'un interdit de ce qu'on appelle l'« islam politique ». Comme ils l'expliquent, ils veulent ainsi stopper l'exploitation de la religion pour réaliser un projet politique visant à changer le régime et les principes de fonctionnement de la société.

D'abord, de nombreux pays d'Europe ont adopté une politique multiculturelle destructrice et ont attiré chez eux des masses d'immigrés, et maintenant ils luttent contre le problème qu'ils ont eux-mêmes créé. Mieux vaut tard que jamais, mais pour de nombreux pays « éclairés » de l'Occident, les changements fatals survenus chez eux en raison de l'immigration massive pourraient déjà être irréversibles.

Pologne : un pays doit être sage avant d'être blessé ! Il faut prendre des mesures décisives - zéro immigration des pays musulmans et des pays du tiers-monde, interdiction d'entrée pour les arrivants qui ont commis ne serait-ce qu'un seul délit auparavant, et déportation absolue pour quiconque enfreindra notre loi. À cela

²⁰ <https://x.com/dreslincourt/status/2096819095262089420?s=20>

²¹ <https://x.com/ivanrioufol/status/2096853720797446285?s=20>

s'ajoutent des peines sévères pour les activistes et leurs organisations qui aident les immigrés illégaux. Ici c'est la Pologne, ici ça doit être plus sûr qu'ailleurs en Europe !

§1077 Le président Vladimir Vladimirovitch Poutine s'adresse aux Allemands, en particulier à Friedrich Merz DE choqué par les résultats obtenus par l'AFD.

« Nous ne voulons pas vous attaquer ! Pourquoi le ferions-nous ? Cette époque est révolue depuis longtemps ! Quiconque a encore toute sa tête et sait réfléchir le comprend.

1) Vous avez déjà une dette nationale de 2 500 milliards d'euros, et aucun économiste sérieux ne sait comment vous comptez la rembourser. (Alice Weidel déclare son pays en faillite.) Et maintenant, vous voulez emprunter 1 000 milliards de plus pour vous armer contre nous.

2) Votre pays regorge de millions de migrants qui vous coûtent 50 milliards d'euros par an.

3) Une partie considérable de votre population est tellement dérangée qu'elle croit pouvoir influencer le climat en faisant du vélo et en mangeant des insectes.

4) Votre système éducatif était autrefois exemplaire. Aujourd'hui, dans de nombreuses salles de classe, il n'y a pratiquement plus d'enseignement car presque personne ne parle allemand.

5) Vos infrastructures tombent en ruine et vous n'arrivez pas à suivre le rythme des réparations.

6) Vos chemins de fer faisaient autrefois la fierté du monde entier. Aujourd'hui, vos trains circulent comme en Inde.

7) Nous n'avons pas besoin de vos célèbres ingénieurs. Pendant les sanctions, nous avons appris que nous pouvions nous en passer. Mais si nous en avons finalement besoin, nous nous tournerions vers la Chine. Là-bas, ils sont non seulement moins chers, mais aussi meilleurs.

8) Vous ne possédez ni matières premières ni sources d'énergie. Alors, pourquoi devrions-nous conquérir votre pays ? Pour résoudre des problèmes que nous n'aurions même pas autrement ? Soyons réalistes : même si vous nous appeliez, si vous capituliez et hissiez le drapeau blanc, nous ne viendrions pas pour autant ! »

§1078 Après une victoire démocratique²² historique de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) dans le Land de Saxe-Anhalt, situé à l'est de l'Allemagne, un haut responsable de la CDU, Hendrik Wüst, appelle désormais à prendre les premières mesures concrètes en vue d'une éventuelle interdiction de l'AfD.

« J'ai dit quelque chose aujourd'hui, mais je ne pense pas qu'un membre de la CDU l'ait encore dit publiquement : je suis favorable à la mise en place de ce groupe de travail, qui se chargera ensuite de cette tâche », a déclaré le ministre-président de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, Wüst.

Wüst a déjà qualifié à plusieurs reprises l'AfD de « parti nazi ». La Rhénanie-du-Nord-Westphalie doit elle-même faire face à des élections régionales en avril 2027.

Wüst a tenu ces propos lundi soir à Berlin devant un public majoritairement de gauche, lors d'une conférence animée par Maja Göpel, « chercheuse en transformation

²² <https://www.aubedigitale.com/allemande-apres-la-victoire-de-lafd-un-haut-responsable-de-la-cdu-appelle-a-prendre-les-premieres-mesures-en-vue-dune-interdiction-de-lafd/>

». Il a présenté ce groupe de travail comme une condition préalable à toute demande adressée à la plus haute juridiction allemande, la Cour constitutionnelle fédérale, en vue d'une interdiction pure et simple de l'AfD.

Alors que l'AfD a failli obtenir la majorité absolue avec 43,8 % des voix aux élections en Saxe-Anhalt, le parti de Wüst a quant à lui subi un effondrement historique, son score ayant été divisé par deux pour s'établir à 17,2 %. Ces résultats auraient plongé la direction de la CDU, ainsi que le chancelier Friedrich Merz, dans une crise potentiellement existentielle.

Wüst n'apprécie apparemment pas que les électeurs se détournent de son parti et souhaite désormais que ce groupe de travail examine l'AfD en vue d'une éventuelle interdiction, mais il précise que d'autres issues sont possibles en dehors d'une interdiction.

Au-delà de son poste de ministre-président, certains spéculent que Wüst lui-même serait un candidat de premier plan pour succéder à Merz si celui-ci venait à démissionner. Merz a quant à lui [rejeté](#) l'idée d'une interdiction de l'AfD, estimant que cela « ressemble trop à une élimination de rivaux politiques ».

Outre le Bundestag et le gouvernement fédéral, le Bundesrat, dont Wüst est membre en tant que chef d'un gouvernement régional, peut également engager une telle procédure. Toutefois, la décision finale concernant une interdiction revient en dernier ressort à la Cour constitutionnelle.

Wüst a présenté l'issue de cet examen comme un devoir constitutionnel. Si l'examen du groupe de travail révèle que l'AfD pourrait être interdite, cela constituerait un « impératif de protection de cette Constitution ». Comme le rapporte **Die Welt**, Wüst a ajouté : « Si, à l'issue d'un examen, la conclusion suivante se dégage : ce parti peut être interdit, alors cette procédure d'interdiction doit être engagée. Pour moi, c'est relativement clair. Mais il faut y aller étape par étape. »

Plus tôt dans la journée, lors d'un meeting électoral à Berlin, il avait déjà mis en garde contre toute sous-estimation de l'AfD après son résultat en Saxe-Anhalt.

« Nous ne devons pas être naïfs et croire que l'AfD changerait d'orientation d'une manière ou d'une autre. Ils ont un projet pour ce pays, et ce n'est pas un bon projet », a-t-il déclaré.

Wüst a pris soin de préciser qu'il n'était pas acquis d'avance qu'un tel groupe de travail recommanderait une interdiction.

Wüst a déclaré que le groupe de travail ne devait « pas fonctionner avec un objectif politique prédéterminé », mais plutôt « examiner ce parti et les conséquences juridiques possibles ».

« Cela pourrait être une interdiction, cela pourrait aussi être autre chose », a déclaré le responsable de la CDU.

"L'intellectuel de gauche, porté par ses aspirations confuses à une vérité idéale, mobilise toutes ses énergies dans une lutte contre la réalité qui oppose une fin de non-recevoir à ses préjugés."

Georges Gusdorf

(Georges Gusdorf, né en 1912 à Cauderan et mort en 2000, est un philosophe et épistémologue français. Son œuvre est marquée par Søren Kierkegaard.)

§1079 Pour la Gauche... Si tu améliores ta situation économique, tu es un traître de classe. Si tu aimes ton travail, tu es un traître de classe. Si ton patron te plaît, tu es un traître de classe. Si tu préfères entreprendre plutôt que protester, tu es un traître de classe. Si tu te

réjouis parce que ton entreprise se vend bien, tu es un traître de classe. Si tu veux que ton employeur gagne de l'argent pour qu'il puisse continuer à t'employer, tu es un traître de classe. Si tu fais tes courses au supermarché, tu es un traître de classe. Si tu viens d'une famille modeste et que tu réussis à t'acheter une maison, tu es un traître de classe. Si tu as un ami riche et que tu ne le considères pas comme moralement inférieur, tu es un traître de classe. Et le plus schizophrénique, c'est qu'aucun marxiste ne peut te donner une définition universelle de la classe sociale²³.

Dictionnaire gaucher :

Fasciste = n'importe quelle personne qui ne pense pas comme moi.

Dictature = quand la droite gouverne. Extrême droite = quelqu'un qui travaille, a une famille et est chrétien.

Peuple = seulement ceux qui me soutiennent.

Haine = opinion différente. Impérialisme = États-Unis. Fake News = une nouvelle qui me dérange.

Justice sociale = plus d'impôts.

Putschiste = celui qui proteste pendant un gouvernement de gauche.

Droits humains = seulement pour les miens.

Immigrants illégaux : mes futurs électeurs pour que la gauche reste au pouvoir.

§1080 changes musclés entre [@mbockcote](#) et [@auroreberge](#) sur le fondement de la liberté d'expression avec la nouvelle loi sur les discriminations. Le plus inquiétant, ce sont les réponses de la macroniste aux questions précises :

MBC : les grooming gangs, pour cela, il faut stopper l'immigration pakistanaise ou les Afghans en France. Est-ce que je peux dire que cette communauté, en dernière instance, elle ne doit pas être présente en France, ça ne fonctionne pas l'intégration, est-ce que c'est du racisme?

AB : c'est un choix politique, cela honorerait la France d'intégrer plus de femmes afghanes.

MCB : ce n'est pas ma question, je veux savoir si on se retrouve en prison pour avoir dit cela. A

B : Je ne connais pas un seul Français qui se soit retrouvé en prison ou devant les tribunaux pour avoir dit cela.

MCB : par exemple [@ZemmourEric](#) n'a pas fait de nombreux passages devant les tribunaux pour avoir constaté par exemple un lien entre l'immigration et l'insécurité?

AB : Donnez-moi un exemple de Français mis en garde à vue pour avoir dit cela, un seul.

MCB : de nombreux militants identitaires qu'on trouve en garde à vue pour avoir dit "les violeurs étrangers dehors". [@Coll_Nemesis](#) par exemple.

AB : je crois que ce n'est pas uniquement pour cela qu'ils ont été en garde à vue. En général, c'est parce qu'il y a un trouble à l'ordre public, de l'insécurité dans la rue,

²³ <https://x.com/AmoaHamlet/status/2097743241038701027?s=20>

raison pour laquelle les gens sont placés en GAV. Je ne crois pas à l'exemple de cette nature-là.

MCB : donc on peut dire "voleurs étrangers dehors" sans risquer selon vous de se retrouver devant le tribunal.

AB : Vous avez sous-entendu dans votre propos initial que la loi que je présente viendrait entraver la liberté d'expression.

MCB : je ne l'ai pas sous-entendu, je l'ai affirmé clairement.

AB : en effet, affirmé. Eh bien, moi, je vous affirme que le racisme ou l'antisémitisme en France, ça ne relève pas de la liberté d'expression.

MCB : vous avez remarqué que la notion de racisme s'étend de plus en plus.

AB : il y a d'autres pays où je peux dire que la Shoah n'a pas existé. Heureusement que dans notre pays, il y a des choses qu'on s'interdit de dire. Dans notre pays, on doit poser des limites.

MCB : Si je dis que le voile n'est pas français, l'islam lorsqu'il prend le visage du voile, ce n'est pas français, une femme voilée est une femme qui refuse l'intégration, est-ce que pour vous c'est un propos raciste?

AB : Est-ce que c'est raciste? Je ne sais pas. Je ne pense pas que la loi dise cela. La loi dit que vous n'avez pas le droit de cibler une personne à raison de son origine, de sa couleur de peau, de son identité. Quand c'est flou, c'est qu'il y a un loup!!!

§1081 Je me souviens encore²⁴, durant ma période marxiste, du jour où j'ai vu un camarade être expulsé de l'organisation communiste à laquelle nous appartenions. Quelle était sa grave faute ? Il avait décroché un bon emploi dans une très grande entreprise. Il a commencé à gagner plus d'argent et, au lieu de s'en réjouir, ses propres camarades ont commencé à le regarder avec mépris. Ils l'ont littéralement qualifié de « traître de classe ». Frère... Il n'avait pas volé. Il n'avait pas escroqué. Il n'avait trompé absolument personne. Il avait simplement réussi à améliorer sa situation économique. Et pour eux, c'était une trahison. Le plus absurde, c'est que j'avais entendu ces mêmes personnes parler pendant des années d'améliorer les conditions de vie des travailleurs. Mais quand l'un de ces travailleurs a réussi à améliorer les siennes, ils ne l'ont pas vu comme une victoire, loin de là. Ils l'ont vu comme une menace. C'est là que j'ai compris quelque chose que je n'ai jamais oublié : pour la Gauche, la pauvreté n'est pas un problème qu'ils veulent combattre. La pauvreté est une identité qu'ils s'attendent à ce que tu conserves pour prouver que tu restes « l'un des nôtres ». Donc le message était clair : si tu prospères trop, tu cesses d'être un camarade et tu deviens un ennemi. Et je me souviens de tout cela très clairement parce que cela m'a fait me demander : quelle sorte d'idéologie regarde avec suspicion quelqu'un simplement parce que ça lui va bien ? La réponse était sous nos yeux. Les gauchos ne veulent pas que les pauvres cessent d'être pauvres. Ils veulent que tu restes pauvre pour que tu restes fidèle à leur mafia idéologique. J'ai mis du temps, mais j'ai fini par m'en rendre compte. Et je n'ai jamais oublié la leçon.

Voyez où nous en sommes aujourd'hui. C'est quoi, être de gauche aujourd'hui ? Vouloir tout interdire, faire taire ceux qui ne pensent pas comme vous, c'est être xénophobe vis-à-vis de certains peuples et anti-raciste pour certains autres, c'est finir un gamin à coup de pieds dans la tête, puis aller chialer dans les médias avec une

²⁴ <https://x.com/AmoaHamlet/status/2098172082525774077?s=20>

boucle d'oreille qui pendouille et en chantant « siamo tutti antifascisti » parce « qu'après tout il l'avait bien mérité », sans en comprendre le sens ni les paroles, c'est faire chier les gens qui bossent et ne rien dire quand des manifestants se font arracher les yeux et au final c'est toujours, toujours, soutenir Macron et la Commission européenne. La gauche s'est totalement perdue et tous les prolos vont voter RN. Être de gauche en 2026, c'est être fasciste.

§1082 Le pire mal que le péronisme nous a laissé n'est pas seulement qu'ils ont pillé l'État et laissé la pauvreté, les bidonvilles et une économie africaine ; le pire mal qu'ils nous ont laissé, ce sont *trois générations de paresseux qui croient avoir le droit de vivre sans travailler et d'obtenir un diplôme sans étudier*²⁵.

§1083 La perversion de l'UE est maintenant connue de tous. Mais cela ne suffit pas encore pour que l'UE soit renversée. Pourtant, 'ingérence de l'UE dans la politique des Etats est flagrante. 70 pour cent des personnes rejettent l'UE .Une enquête montre une nette majorité *contre* l'Union européenne. La Commission sous Ursula von der Leyen poursuit néanmoins sa voie. Tandis que les citoyens signalent « non merci », des règles et compétences continuent de naître à Bruxelles. Le résultat est traité comme si c'était une simple humeur, et non un mandat.



L'Union européenne menace (pour l'instant par l'intermédiaire de tiers) que si les gouvernements en Saxe-Anhalt sont repris par l'AfD, la Commission européenne pourrait bloquer à ce land 500 millions d'euros par an des fonds de la politique régionale... Cela devrait conduire à la chute du gouvernement AfD et à la prise de pouvoir par des "démocrates pro-Union" (!) . On souligne que le bâton économique a fonctionné dans le cas de la Hongrie et de la Pologne, où après le gel des fonds européens, le pouvoir a été pris par des politiciens *obéissants* à la bureaucratie européenne.

§1084 « *Je n'ai pas besoin d'apprendre le suédois, car vos impôts financent un interprète pour moi.* » Un immigrant dit ouvertement qu'ils retourneront dans leurs pays d'origine, mais seulement après avoir détruit la Suède. Quand ils disent qui ils sont, croyez-les²⁶.

Lors qu'une vague anti-immigration se propage dans plusieurs pays européens, et que, en Allemagne, le parti d'extrême droite « AfD » connaît un essor historique, l'élection générale qui s'est tenue dimanche dans l'État-providence nordique de Suède a donné des résultats radicalement opposés. Le « Parti démocrate suédois (SD) », qui prône l'anti-immigration, a perdu de sa vitesse, tandis que les partis de gauche ont maintenu une base solide. Le facteur décisif qui a produit ce résultat est le volume impressionnant des « votes musulmans-immigrés » qui commencent à surpasser l'opinion publique des citoyens nationaux. À l'heure actuelle, en Suède, plus de 25 % de la population totale est composée de personnes nées à l'étranger ou de leurs descendants. Selon les sondages d'opinion, pas moins de 85 % des musulmans en âge de voter soutiennent les partis de gauche, et plus de la moitié d'entre eux ont voté pour le Parti social-démocrate (S). C'est le résultat de « votes de bloc » organisés que les communautés immigrées, craignant les expulsions forcées ou les mesures de

²⁵ <https://x.com/locuralamia/status/2098028631368847631?s=20>

²⁶ <https://x.com/PeterRa58783464/status/2099146080164184573?s=20>

durcissement mises en œuvre par un gouvernement de droite, ont jetés vers les partis de gauche pour protéger leurs droits.

Les citoyens suédois, qui souffrent de la dégradation de la sécurité et des immigrants islamistes radicaux, peuvent bien réclamer à cor et à cri un « durcissement des frontières », mais une fois que les immigrants, devenus trop nombreux, accèdent au statut d'électeurs, ils continuent de faire gagner les partis qui les protègent. Le mécanisme même de la démocratie est progressivement réécrit de l'intérieur par les changements démographiques. Le résultat de l'accueil massif d'immigrants — cela ressemble à une perte terrifiante de souveraineté, où l'on ne peut plus jamais ramener la politique et l'avenir du pays à leur état originel.

Les musulmans sont allés voter en masse pour la gauche en Suède et ont volé de justesse les élections à la droite par quelques dixièmes. Dans des quartiers no-go zone complètement composés d'immigrants, la gauche a obtenu jusqu'à 90 %. La gauche a besoin de frontières ouvertes pour gagner des élections, elle ne peut plus les gagner autrement. Dans le cas de la Suède... ils leur ont déjà volé le pays, je doute qu'il y ait un retour en arrière.

En Suède, ça se passe comme en Angleterre et aux États-Unis ! Rien d'autre ne leur vient à l'esprit chez nous. Il suffit de regarder le personnel du SPD, des Verts, des Gauche et dernièrement du FDP. Ils essaient de nous évincer par des *élections ethniques* ! Dans chaque pays, le même jeu ! Des millions d'étrangers sont naturalisés pour submerger les autochtones par leur vote.

Cela devrait nous faire réfléchir en France, car les musulmans ont déjà déclaré que s'ils lançaient une consigne de vote, ils pourraient faire élire qui ils veulent : *vote de bloc communautariste* qui en réalité est un *vote ethnique* en faveur de ceux qui protégeront tous les avantages sociaux et qui permettront de *ne pas avoir à travailler*. c'est tout ce qu'ils veulent. C'est un constat que tout le monde peut faire : les musulmans sont paresseux.

C'est ce qu'a parfaitement compris LFI qui entend profiter de cet apport d'un vote de bloc. Ils sont confiants et ils vont même être rassurés par les résultats de la Suède, pensant que Mélenchon ira au second tour des présidentielles. Par un calcul pervers auquel nous sommes maintenant habitués, l'extrême centre ferait voter LFI, pour laisser le chaos se répandre et récupérer le pouvoir peu de temps après. Mais ces gens sont si aveugles et si imbus d'eux-mêmes, qu'ils ne comprennent pas que c'est exactement ce mécanisme qui a fait basculer le Royaume-Uni dans l'islam politique avec toutes ses conséquences qui se retournent contre l'oligarchie.

La gauche a gagné en Suède grâce aux votes des immigrés. Que cela serve de leçon, sans remigration, la droite ne peut pas gagner, parce que les immigrés votent presque tous pour la gauche. Le plan de la gauche est d'ouvrir la frontière pour importer des immigrés / des votes. Le plan de la droite doit être de remigrer ces immigrés pour empêcher ces votes. On combat le feu par le feu. Si la droite ne remigre pas, elle ne gouvernera plus jamais. C'est aussi simple que ça²⁷.

Les Européens, nous sommes la putain de décharge du monde. Bientôt, les immigrés seront si nombreux que l'alternance politique deviendra IMPOSSIBLE parce que les envahisseurs voteront pour la putain de gauche, qui sont ceux qui leur filent les papiers et leur versent des allocs, pendant qu'ils massacrent d'impôts les Blancs.

²⁷ <https://x.com/viriato888/status/2099254117600268578?s=20>

La probable dissolution et balkanisation du Royaume-Uni²⁸ sera une preuve supplémentaire que l'islam est une arme très efficace pour en finir avec l'Europe. Pendant que la Chine déclare l'islam une maladie mentale, l'Europe lui ouvre grandes ses portes et se suicide lentement. L'islam va toujours de pair avec le socialisme, les musulmans sont paresseux, ils ne sont pas venus pour travailler ni payer des retraites, ils sont venus profiter du système de bien-être et des prestations sociales et se reproduire comme des lapins. Royaume-Uni, Suède, France, Allemagne... des pays complètement fonctionnels jusqu'à ce jour qui ont reçu des vagues et des hordes d'immigrants musulmans qui ont brisé leurs systèmes publics.

Quand on importe des électeurs, on change le résultat des élections²⁹. L'élection suédoise a été presque un match nul. Mais derrière ce résultat global se cache une différence décisive : sans les voix des électeurs d'origine immigrée, la droite aurait gagné nettement. Lors des élections législatives, seuls les citoyens suédois peuvent voter. Mais une part de plus en plus importante de l'électorat a des racines hors d'Europe, et ce groupe vote majoritairement pour la gauche. Les électeurs d'origine suédoise, eux, se répartissent beaucoup plus équitablement. Quand le pouvoir se joue sur un tout petit nombre de sièges, cette différence peut déterminer qui gouverne. Pendant des décennies, l'immigration de masse a été vendue comme de l'humanité, de la croissance et de l'ouverture. Toute objection était balayée comme de la xénophobie. Mais l'immigration ne change pas seulement le marché du travail, les quartiers d'habitation et la culture. Elle change aussi l'électorat – et donc l'équilibre politique du pouvoir. La première génération obtient un permis de séjour et la citoyenneté. La deuxième grandit avec le droit de vote. La troisième disparaît dans les statistiques comme suédoise. À chaque élection, le poids politique de la population d'origine devient donc plus faible. Il n'est pas nécessaire de prouver un complot caché pour voir la conséquence. Quand on change la composition de la population, on change aussi la composition de ceux qui élisent le gouvernement du pays. Une démocratie ne peut contrôler l'immigration que tant qu'il existe encore une majorité qui le souhaite. Si on change l'électorat assez vite, la politique menée peut finir par se rendre impossible à modifier. La Suède est l'avertissement : la gauche n'a pas eu besoin de gagner l'argument. La politique d'immigration a simplement changé qui décide de l'élection.

²⁸ <https://x.com/javiernegre10/status/2099354526864076966?s=20>

²⁹ <https://x.com/soerenhansen17/status/2099354201918693829?s=20>